



Après quatre mois de réunions publiques (mars-juillet 2016), la Commission particulière du débat public a rendu public le 12 septembre, la synthèse et le bilan du débat. Ses conclusions décrivent remarquablement les enjeux économiques et sociaux et les deux logiques de développement qui opposent partisans et adversaires d'EuropaCity.

EUROPACITY AGIR POUR LE MAINTIEN DES

terres agricoles

C'est le site Internet de la Commission particulière du débat public qui a permis l'expression d'experts indépendants et de nombreux citoyens et organisations élargissant le débat aux acteurs de la société civile et à un cadre géographique dépassant l'Île-de-France, hors de l'affrontement entre élus du Val-d'Oise et de Seine-Saint-Denis. Au total, 80 % des cahiers d'acteurs et des contributions se sont prononcés contre EuropaCity.

C'est cette dynamique impulsée par le débat public qui a permis au Collectif pour le triangle de Gonesse (CPTG) entouré de ses soutiens (lire encadré) d'organiser, le 8 novembre 2016, une réunion publique, à Paris, pour réfléchir à des alternatives pour le Triangle de Gonesse et à des actions régionales futures.

Le rapport du Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD)

Confié par la ministre du Logement, Emmanuelle Cosse, ce rapport est paru en décembre 2016. Sur EuropaCity, les risques seraient « de saturation de l'infrastructure autoroutière (A1/A3), de répercussion sur des parcs de loisirs vieillissants (Parc Asterix mais peut-être aussi Eurodisney...) et une crainte forte de constitution de friches commerciales », pouvant aller jusqu'à des terrains (...) gelés et non occupés par EuropaCity, en attente d'un projet de substitution ».

Sur le projet de ZAC du triangle de Gonesse, le rapport conclut : « La commercialisation risque d'être plus longue que prévu et les coûts de portage foncier supportés par la puissance publique peuvent devenir considérables. »

Grande incertitude du côté d'Auchan

Coïncidence fâcheuse pour EuropaCity, trois jours après la publication du rapport du CGEDD, Auchan communiquait sur l'évolution du projet. Après avoir caché pendant tout le débat public que le groupe chinois

Wanda détenait 49,9 % du capital de la société porteuse d'EuropaCity et affirmé qu'il n'était « pas prévu à ce jour d'implanter de salles de cinéma », Auchan annonçait étudier « l'opportunité de développer un centre culturel innovant et inédit dédié à l'univers du septième art ».

Il décidait de faire évoluer la conception architecturale, la possibilité de phaser la partie commerciale et pourrait abandonner le parc à neige. Autre coïncidence, *Libération* annonçait, le 16 décembre, le départ de Christophe Dalstein comme directeur d'EuropaCity, en poste depuis le début du projet.

C'est l'abandon du projet que nous voulons !

Les associations se mobilisent et le font savoir : banderoles « Non à EuropaCity » déployées au-dessus de l'A1, organisation de visites du site, animation d'ateliers sur les alternatives et préparation d'une grande action régionale à Gonesse au printemps.

(Voir précisions sur le site du CPTG).

Florence GODINHO
Secrétaire du Collectif pour le triangle de Gonesse (CPTG)
<http://nonaeuropacity.com/>

L'ACTION S'ÉLARGIT, AVEC LE CPTG

Réseau des AMAP Ile-de-France, FNE Ile-de-France et FNE, Confédération des commerçants de France, Syndicat national de la Confédération paysanne, Amis de la Terre, MNLE (Mouvement national de lutte pour l'environnement), Atelier citoyen, Amis de la Confédération paysanne, COSTIF (Coordination pour la solidarité des territoires d'Ile-de-France), ATTAC et Biocoop... et la liste va croître.